

## Prise d'otages

## Le nouveau terrorisme fait trembler Sydney

**Au Café Lindt, un seul homme armé parvient à paralyser le quartier d'affaires de la métropole australienne**

Andrés Allemand

«Elles sont faciles à planifier, impossibles à prévenir et pas chères à réaliser.» La très longue prise d'otages hier au Lindt Chocolate Café de Sydney, au cœur de la métropole australienne, illustre à la perfection le nouveau genre d'attaques qu'encouragent désormais les groupes djihadistes, assure Anne Aly, professeure spécialiste du contre-terrorisme à la Curtin University de Perth. Périphériques par des «loups solitaires», elles «ne sont pas nécessairement associées à un groupe en particulier», notait hier la chercheuse dans les médias nationaux.

Elle ne croyait pas si bien dire. Alors que la police lançait l'assaut la nuit dernière, à 2 h 44 du matin (16 h 44 en Suisse), mettant fin à dix-sept heures de siège au prix de trois morts dont celle du preneur d'otages, on apprenait que ce dernier était un dénommé Man Haron Monis, 50 ans, visiblement isolé et probablement déséquilibré, selon le *Sydney Morning Herald*. Réfugié iranien, il se faisait jadis passer pour un «guérisseur spirituel». Il est poursuivi pour 50 cas d'abus sexuels, mais aussi pour complicité dans le meurtre de son ex-femme. Par ailleurs, il vient d'être condamné pour l'envoi de lettres d'injures aux familles de soldats morts en Afghanistan en 2007 et 2008. Il voulait convaincre l'Australie de retirer ses troupes...

## Impossible à arrêter

Est-ce cette condamnation qui l'a poussé à agir? Ou plutôt l'envoi de 600 soldats australiens en Irak pour combattre le groupe «Etat islamique» (Daech), dont il venait de se déclarer membre? En tout cas, il a suffi d'un homme seul, armé d'un fusil à pompe, pour paralyser le cœur de Sydney. Entré hier à 9 h 45 du matin dans cet établissement très couru, situé au cœur du quartier d'affaires, il est parvenu à retenir en otage au moins vingt personnes.

Le tout dans une zone ultrasensible, obligeant les forces de l'ordre à boucler tout le périmètre et à évacuer des milliers de personnes. A deux pas se trouve la Banque centrale australienne mais aussi le parlement de la Nouvelle-Galles du Sud, les bureaux du premier ministre régional et la



L'assaut de la police a mis fin à dix-sept heures de siège au Lindt Chocolate Café de Sydney au prix de trois morts dont celle du preneur d'otages, AP

Cour suprême de cet Etat. Sans oublier la Deutsche Bank et le Consulat des Etats-Unis.

Cerise sur le gâteau: les bureaux de la télévision Channel Seven sont en face du Café Lindt. Les producteurs ont interrompu l'émission phare *The Morning Show* pour diffuser en direct les images d'otages qui brandissaient à la vitrine du café un drapeau noir arborant la *shahada*, profession de foi musulmane: «Il n'y a de dieu qu'Allah et Mahomet est son prophète.»

«Tout terroriste, par essence, veut de la publicité», notait sur Channel Seven, justement, le professeur Greg Barton, expert du terrorisme à la Monash University de Melbourne. D'ailleurs, parallèlement à l'attaque du Lindt Chocolate Café, l'opéra de Sydney a

été évacué hier suite à une alerte au colis suspect. «Mais de nos jours, il est difficile de frapper des symboles hyperprotégés comme l'opéra ou le pont de Sydney. Par contre, une prise d'otages interminable dans un café du centre-ville, comment l'empêcher?»

## Des faiseurs de kamikazes

Voilà qui angoisse les Australiens. Car 70 de leurs compatriotes combattent au sein de groupes djihadistes en Syrie et en Irak, alors que 20 autres sont rentrés au pays et comptent une centaine de sympathisants, qui recrutent des combattants et préparent des kamikazes, affirmait en août David Irvine, directeur des services secrets australiens.

Or, Daech a appelé en septembre ses partisans à tuer tout

«incroyant américain ou européen [...] ou un Australien ou un Canadien» et cela «de n'importe quelle manière [...] qu'il soit civil ou militaire». Le même mois, la police australienne dit avoir déjoué un complot présumé de djihadistes visant à commettre des décapitations. En octobre, les autorités ont interdit de voyager vers des foyers de terrorisme. Depuis, 70 passeports ont été confisqués. Du coup, la menace aujourd'hui vient de «ceux qui n'ont pas pu partir», juge le professeur Clive Williams de l'Australian National University, à Canberra. Quel casse-tête!

Découvrez notre galerie de photos sur [www.sydney.tdg.ch](http://www.sydney.tdg.ch)

## Filière djihadiste démantelée en France

● Les services antiterroristes français ont démantelé, hier, une filière d'acheminement vers la Syrie de candidats au djihad. Une dizaine d'interpellations ont eu lieu, autour de Toulouse, en Normandie et en région parisienne.

Selon les sources policières citées par l'AFP, ce sont quatre interpellations qui ont eu lieu à Toulouse et Graulhet (Tarn), une petite ville d'un peu plus de 10 000 habitants entre Castres et Albi. D'autres interpellations auraient eu lieu en Gironde, dans l'agglomération du Havre, et dans les Yvelines, en région parisienne. Selon *Le Monde*, il y aurait eu

entre dix et quinze objectifs visés par la police antiterroriste et les hommes du RAID (unité d'élite de la police) lors de cette opération. Cette filière présumée, selon plusieurs sources, aurait déjà acheminé en Syrie des candidats au djihad et plusieurs autres départs étaient en cours. Les djihadistes présumés seraient âgés de 19 à 34 ans.

La France a connu en 2014 une explosion de départs d'apprentis djihadistes vers les zones de combat en Irak et en Syrie. Près d'un millier: c'est le dernier chiffre avancé par les autorités. Parmi ces Français, dont 20% sont des convertis, on compte même

un des bourreaux avérés de la terrible vidéo de décapitation en chaîne diffusée en novembre dernier par le groupe Etat islamique (Daech). L'apparition de Maxime (22 ans), originaire du petit village normand de Basc-Roger-en-Roumois, un couteau à la main a suscité passablement d'émotion dans l'opinion publique.

La France a encore durci dernièrement son arsenal antidjihad. Elle peut par exemple interdire de quitter le territoire à des suspects adultes. Malgré ces mesures, les départs se poursuivraient. **Xavier Alonso** Paris

## Fin de la «révolution des parapluies» à Hongkong

La police a démantelé hier les derniers campements des manifestants prodémocratie

C'est sans doute le clap de fin pour la «révolution des parapluies» à Hongkong. Après 78 jours de mobilisation, la police est venue à bout, hier, des derniers rassemblements prodémocratie qui paralysaient depuis la fin du mois de septembre des avenues entières de l'ancienne colonie britannique.

Hier matin, les forces anti-émeutes ont d'abord démantelé le campement du quartier commerçant de Causeway Bay, donnant une demi-heure à la trentaine de protestataires sur place pour évacuer. En début d'après-midi, une autre opération similaire s'est ensuite déployée autour de la place du Conseil législatif, en plein centre-ville. «Les tentes ont déjà été emportées, il reste juste des débris et des gens qui essaient de récupérer des objets de valeur oubliés sur les lieux», raconte par téléphone Samson Yuen, jeune chercheur hongkongais au Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) et militant prodémocrate de 28 ans.

Après la levée, jeudi, du bivouac d'Admiralty, le mouvement réclamant la tenue d'élections libres et ouvertes en 2017 dans la grande mégapole cantonaise semble donc vivre ses derniers jours. Mais les leaders étudiants ne se sont pas avoués vaincus pour autant. Ils ont d'ailleurs déjà appelé à de nouvelles protestations en 2015, avec une manifestation prévue le 1er janvier. «Il y aura très probablement de nouvelles actions, mais sous d'autres formes», anticipe Maya Wang, chercheuse à Hongkong au bureau Asie de Human Rights Watch. «Le gouvernement central à Pékin et la population locale ont des visions très contrastées sur le futur de la ville. Ces différences ne vont pas s'estomper. Et même si le gouvernement de Hongkong a délogé les sit-in, les revendications sous-jacentes des Hongkongais n'ont pas disparu» poursuit-elle.

Dans tous les cas, la liquidation



Evacuation du campement de Causeway Bay. REUTERS

des derniers campements offre un peu de répit à Pékin. Le régime communiste avait suivi avec la plus grande attention ces cortèges jugés «illégaux» par les médias d'Etat. Vendredi, un éditorial cynique dans le quotidien officiel *China Daily* se réjouissait de «l'échec» de cette «aventure politique soutenue par des forces étrangères qui prévoyaient de contrecarrer la montée de la Chine».

Un commentaire paranoïaque d'autant plus surprenant que c'est bien une décision de Pékin, le 31 août, qui avait jeté de l'huile sur le feu. Le Congrès national du Peuple, l'une des deux Chambres parlementaires du pays, était alors revenu sur sa promesse d'accorder aux sept millions de Hongkongais le suffrage universel pour désigner directement leur chef exécutif.

Actuellement, le chef exécutif est élu tous les cinq ans par un collège de 1200 électeurs. Fin août, la Chine avait subitement décidé de modifier ce mode de scrutin pour pouvoir présélectionner des candidats favorables à un plus grand rapprochement avec l'arrière-pays communiste. Depuis la fin du mois de septembre, les manifestants de Hongkong réclamaient l'abrogation pure et simple de cette décision. Reste à voir si les prochaines semaines leur permettront de retrouver un second souffle pour parvenir, avec d'autres moyens, à ce résultat.

**Raphaël Balenieri** Pékin

Découvrez notre galerie de photos sur [www.hongkong.tdg.ch](http://www.hongkong.tdg.ch)

## Etats-Unis Six personnes tuées près de Philadelphie

Au moins six personnes ont été tuées hier matin, apparemment par un ancien militaire, au nord-ouest de Philadelphie (est des Etats-Unis), a rapporté la chaîne de télévision locale 6ABC. Les personnes ont été tuées dans les localités de Lansdale, Lower Salford et Souderton. Hier soir, le suspect était toujours activement recherché par les forces de police. **AFP**

## Manifs anti-islam



Plusieurs milliers de personnes ont défilé hier soir à Dresde contre «l'islamisation de l'Occident» et les «demandeurs d'asile criminels», dernière illustration de la montée d'une vague populiste en Allemagne. Angela Merkel a fermement condamné ces manifestations. **AFP**

## Al-Qaida s'empare de deux bases syriennes clés

Le régime du président Bachar el-Assad perd deux camps militaires stratégiques en vingt-quatre heures

Le régime syrien a perdu en vingt-quatre heures deux bases militaires stratégiques dans la province d'Idlib (nord-ouest), située entre les villes de Homs et Alep. Ces attaques sont attribuées au Front Al-Nosra, la branche d'Al-Qaida en Syrie, et à ses alliés, les groupes

islamistes Ahrar Al-Cham et Jound Al-Aqsa, a rapporté hier une ONG syrienne. Ces victoires permettent aux djihadistes de contrôler la majorité de cette région, frontalière de la Turquie.

Quelques heures après une offensive éclair dimanche qui a abouti à la prise de Wadi al-Deif, «Al-Nosra, Jound Al-Aqsa et Ahrar Al-Cham ont pris la base de Hamidiyé après de violents combats avec les forces du régime qui se sont retirées» vers des localités environnantes, a indiqué

Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), ONG basée à Londres.

Cette offensive est un coup de force de la branche syrienne d'Al-Qaida. Celle-ci avait chassé en novembre les rebelles dits modérés qui combattaient le régime dans cette région depuis deux ans.

«L'avancée d'Al-Nosra montre que c'est bien ce groupe djihadiste qui est la force dominante dans la province d'Idlib», a ajouté Rami Abdel Rahmane. Ahrar Al-Cham

avait tenté de prendre ses distances avec Al-Nosra, mais après l'assassinat de dizaines de ses commandants en septembre, il s'est aligné à Al-Nosra et les deux groupes combattent désormais ensemble, selon le directeur de l'OSDH.

L'OSDH, qui s'appuie sur un vaste réseau de militants et de sources médicales, a précisé qu'une trentaine de soldats des forces gouvernementales syriennes ainsi qu'une dizaine d'assaillants ont péri dans ces combats. **ATS**

## Le chiffre

4700

C'est le nombre de morts qu'a fait le conflit en Ukraine depuis la mi-avril, selon l'ONU. On dénombre également 10 300 blessés. Depuis le début du cessez-le-feu le 6 septembre, 1357 victimes ont été recensées. Plus d'un million de personnes ont quitté les zones affectées par la guerre et un demi-million d'entre elles sont déplacées dans le pays. **ATS**

## Russie Homophobie «encouragée» par l'Etat

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a appelé hier les autorités russes à «cesser d'encourager l'homophobie». Depuis l'adoption par la Russie en juin 2013 d'une loi punissant tout acte de «propagande» homosexuelle devant des mineurs, HRW note «une hausse des attaques et des discriminations contre les gays, lesbiens et transgenres». **AFP**